



Le 20 mars, des milliers de personnes ont manifesté en **Russie** contre la hausse des charges et le régime de Poutine.  
**REGARDS PAGE 2**



Les 17 et 18 mai, le **4<sup>e</sup> sommet des peuples** se tiendra à Madrid, contre les conquêtes coloniales de l'Europe en Amérique latine.  
**NPARGUMENTS PAGES 6&7**



Rencontre avec **Bradouchka**, ouvrier et auteur de chansons engagées, dont *Sandouville* en soutien aux travailleurs de Renault.  
**CULTURE PAGE 9**

# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

25 MARS 2010 | N°48 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

## MANIF DU 23 MARS

# POUR SUIVRE ET AMPLIFIER LA

# MOBILISATION!



Paris, 23 mars. Cortège des personnels de la santé. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

## RÉGIONALES DEUXIÈME CLAQUE

Le deuxième tour a confirmé la **claque** subie par l'UMP lors des élections régionales. Le rejet de la politique du gouvernement ne doit pas pour autant faire oublier le bilan social-libéral des régions dirigées par le PS et ses alliés depuis 2004, ni la poussée inquiétante du FN. Le troisième tour social doit maintenant s'organiser autour, notamment, de la question des retraites. Dans le Limousin, le NPA, allié au Front de gauche, obtient deux conseillers régionaux. **LIRE PAGES 3 et 11**



## JÉRUSALEM

### LA « 3<sup>e</sup> INTIFADA » ÉCLATERA-T-ELLE ?

Si les récentes annonces des autorités israéliennes ont joué un rôle d'étincelle, les raisons de la colère qui gronde à nouveau en Palestine sont plus profondes. En effet, la partie arabe de la ville de Jérusalem fait l'objet d'une politique de judaïsation qui passe par une colonisation systématique, le refus de laisser les quartiers palestiniens se développer et le retrait des cartes de résident à des milliers de Palestiniens. Les conditions sont donc réunies pour que se développent les mobilisations en Palestine. **LIRE PAGE 8**

## IVG

### CONTRE LA FERMETURE DES CIVG

À Paris, des centres d'interruption volontaires de grossesse (CIVG) sont menacés de fermeture. La forte mobilisation des personnels soignants et des féministes a permis d'en maintenir quelques-uns provisoirement, mais la lutte doit continuer. Car derrière la loi Bachelot de casse du service public de santé, se faufile un retour de l'interdiction des avortements. **LIRE PAGE 4**





édito

Par Pierre Baton

## ÉLECTIONS: LE RACISME EN EMBUSCADE

**L**escore du FN lors des élections régionales est un élément marquant de ce scrutin.

Avec un appareil militant et financier affaibli, le FN atteint pourtant 11,42% au premier tour. Comparativement aux élections régionales de 2004, il apparaît en recul, passant de 156 conseillers régionaux à 118. Il imposait alors dix-sept triangulaires contre douze cette année. Mais il faut également se souvenir que lors des échéances électorales précédentes, le FN avait vu sa place dans l'espace politique se restreindre: 10,44% lors du premier tour de l'élection présidentielle et 6,34% aux européennes de 2009. Les régionales ont eu lieu dans un contexte de crise économique qui pèse de plus en plus sur la population. Une seule cause ne saurait suffire à expliquer la remontée du FN, mais il y a fort à parier que le débat sur l'identité nationale voulu par Nicolas Sarkozy et animé par Eric Besson n'a pu que contribuer à remettre en selle l'extrême droite. Non seulement dans ce «débat» le racisme l'a disputé au ridicule, mais pour le gouvernement il fut totalement contre-productif. Cela pourrait presque ressembler à un retour d'ascenseur de Sarkozy qui, en 2007, avait très largement repris à son compte le programme de Le Pen et récupéré une partie de son électorat. Relégitimé par Besson, la remontée du FN pourrait bien ne pas être un soubresaut, mais se réinstaller durablement dans le paysage politique. Face à cette situation, le combat antiraciste et antifasciste doit reprendre toute sa place. Les anciens combattants de la lutte contre l'extrême droite vont sûrement devoir reprendre du service. L'un des premiers combats doit évidemment être celui pour la régularisation de tous les sans-papiers, en particulier celui en cours mené par plusieurs milliers de travailleurs sans papiers. Soutenir cette lutte, c'est aussi réaffirmer qu'aucune concession ne peut être faite vis-à-vis des politiques racistes d'aucun gouvernement. Que notre identité est celle de travailleurs, d'internationalistes et d'antiracistes.

### 27 MARS, FORUM, MONTPELLIER.

Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un forum pour une école publique, laïque et populaire, intitulé «*Enfant aujourd'hui, Citoyen demain*», afin d'informer des transformations actuelles de l'école, de débattre de son avenir et de discuter des différentes formes de résistance collective. Les cinq débats auront lieu entre 10 heures et 19 heures, à l'espace Chaptal de l'Hôtel de Ville, et seront en accès libre.

**27 MARS, PALESTINE, MANIF, PARIS.** À l'occasion de la Journée de la Terre (30 mars), manifestation à l'appel de la Gups et de nombreuses associations et partis, contre l'occupation des territoires Palestiniens et la répression de ses habitants. Départ à 14 heures du boulevard Barbès, Paris.

**27 MARS, FESTIVAL FOUTEZ-LEUR LA PAIX, TOULOUSE.** La quatrième édition de ce festival antiguerre se tiendra à Toulouse du 27 mars au 8 avril. Soutenu par un large collectif d'organisations, ce seront trois semaines de débats, d'événements culturels, d'espaces de rencontre et d'échange pour contredire les théories manichéennes voulant opposer les populations.

Infos : [www.foutezleurlapaix.org](http://www.foutezleurlapaix.org)

**27 MARS, HANDICAP, MANIF.** Le collectif Ni pauvre, ni soumis et le collectif Handicap 66 lancent un appel pour une forte mobilisation nationale pour les droits des personnes handicapées (lire page 12).

**29 MARS, 13 H 30, MESNIL-AMELOT.** Un cercle de silence exceptionnel se

tiendra devant le nouveau centre de rétention du Mesnil-Amélot à partir de 13 h 30 pour protester contre sa construction. Pour plus d'infos sur les transports, voir le site de la Cimade : [www.lacimade.org/minisites/mesnil2](http://www.lacimade.org/minisites/mesnil2).

**30 MARS, BDS, PARIS.** À l'occasion de la Journée de la Terre, symbole de la résistance du peuple palestinien contre l'occupant israélien, à l'heure où les dirigeants israéliens intensifient la colonisation, se livrent à de graves provocations à Jérusalem et maintiennent le blocus inhumain de Gaza, nous demanderons à Mme Alliot-Marie de nous mettre en examen, comme elle en a fait la promesse aux dirigeants israéliens. RV à 18 h 30 devant le ministère de la Justice, place Vendôme.

**10 AVRIL, DÉBAT, PARIS.** La commission culturelle du CE de la Caisse d'épargne Île-de-France organise une soirée débat sur le sujet «*Des grèves... pour quoi faire?*» Au programme : films, débat, expo photos, etc. RV au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, Paris 15<sup>e</sup>.

**13 AVRIL, IVG, SAINT-DENIS.** Réunion publique organisée par le MFPP 93, dans un contexte de regroupements et de fermetures de centres IVG. RV de 14 à 17 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis. (lire page 4)

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



## RUSSIE «*JOURNÉE DE LA COLÈRE*»

Samedi 20 mars, des manifestations coordonnées par des associations de citoyens ont eu lieu dans une cinquantaine de villes réparties sur toute la Russie. Les citoyens protestent contre la hausse des charges et prennent pour cible les pouvoirs bureaucratiques régionaux et Vladimir Poutine.

**D**

epuis le début de l'année, les manifestations se multiplient dans les villes de Russie. La population se soulève contre la hausse brutale des charges, des impôts et taxes en tous genres, alors que les salaires diminuent et que le chômage touche de plus en plus de personnes. Le coup de tonnerre est venu de Kaliningrad (port sur la Baltique) où,

le 30 janvier, plus de 10 000 personnes sont descendues dans la rue pour refuser la hausse de l'impôt d'utilisation de l'automobile de 25%, revendiquer une politique de relance économique pour la région, l'arrêt de la «*dictature du parti au pouvoir*» (Russie unie) et la démission du gouverneur régional. Les tarifs de l'eau, du gaz et de l'électricité s'avérant prohibitifs, des manifestations de plusieurs milliers de personnes se sont succédé dans toute une série de villes (Angarsk, Irkoutsk, Arkhangelsk, etc.), prenant pour cible les pouvoirs locaux ou régionaux, le népotisme, la corruption, ainsi que la «*verticale du pouvoir*» mise en place par le Premier ministre Vladimir Poutine qui éloigne encore plus le pouvoir local de la population.

L'opposition de Kaliningrad avait programmé un rassemblement massif pour le 20 mars. Cet appel à une journée d'actions solidaires dans toute la Russie a été repris par plusieurs réseaux et mouvements sociaux comme la Fédération des automobilistes, le Mouvement des citoyens actifs de Russie (TIGR) ou l'Union des soviets de coordination de Russie (SKS). Des manifestations ont eu lieu le même jour dans une cinquantaine de villes, organisées par de vastes coalitions locales réunissant souvent des dizaines d'associations, mouvements sociaux locaux et partis politiques de l'opposition. Les chiffres de la mobilisation peuvent paraître peu importants (quelques milliers par ville), mais l'ampleur géographique de la mobilisation prouve que les mouvements citoyens de base tentent d'unir leur voix pour se faire entendre au niveau fédéral. L'unité des mots d'ordre – «*le pouvoir sous contrôle citoyen*», «*non au monopole politique de Russie Unie*», «*repreons le contrôle de notre ville*» – indique le développement d'une culture politique

partagée. Les protestations portaient en premier lieu contre les pouvoirs locaux mais «*Poutine, démission*» était repris par la plupart des rassemblements.

À Moscou, le comité organisateur avait décidé de braver l'interdiction de manifester place Pouchkine. Près de 500 personnes étaient au rendez-vous, prêtes à défendre leur droit à manifester. Les arrestations n'ont pas tardé – 70 personnes arrêtées, certaines brutalement – mais les manifestants ont malgré tout tenu près d'une heure.

À Kaliningrad, la manifestation était également interdite. L'interdiction a été contournée par des appels anonymes à se rendre sur la place centrale avec des mandarines (symbole du gouverneur). Près de 4 000 personnes se sont rassemblées à l'heure dite, agitant des mandarines. La police n'a pu intervenir et les manifestants ont pu ainsi tourner en dérision l'arbitraire du pouvoir.

À Vladivostok, 2 000 personnes, représentant une très large coalition, se sont rassemblées sur la place centrale, conquise de haute lutte après de longues négociations. Les pancartes dénonçaient la corruption des fonctionnaires et l'arbitraire du pouvoir.

À Irkoutsk, le rassemblement avait pour thème principal la sauvegarde du lac Baïkal et le refus de la réouverture de l'usine de papier qui y déverse ses déchets. Près de 3 000 personnes ont protesté contre Poutine, auteur et défenseur du projet. Nombre d'autres problèmes ont été soulevés, notamment celui des faibles retraites et le délabrement du parc immobilier.

À Saint-Petersbourg, la manifestation organisée par les mouvements sociaux (parmi lesquels le puissant mouvement contre la construction du building de Gazprom) a réuni plus de 1 500 habitants. L'entente entre les participants a débouché sur la décision de renforcer les liens entre les mouvements en mettant en place un centre de coordination.

**Carine Clément**

Signez également l'appel pour la libération du syndicaliste russe Valentin Ourousov sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



Irkoutsk, samedi 20 mars. Rassemblement de 3 000 personnes. (DR)

Article en version longue sur  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)





# ÉLECTIONS RÉGIONALES DEUXIÈME TOUR, DEUXIÈME CLAQUE

Le deuxième tour des élections régionales a confirmé la défaite cinglante de la droite. Mais plusieurs enseignements sont à tirer pour la suite des luttes contre le gouvernement Sarkozy.



# SARKOZY FRAGILISÉ, IL PROVOQUE

Après le camouflet subi par l'UMP et ses alliés, Sarkozy veut reprendre la main sur les retraites. La réforme de trop?

**AVEC** 36% des voix au second tour contre 54% pour la gauche, huit ministres têtes de liste battus, c'est une véritable déroute électorale que viennent de subir l'UMP et ses alliés. Certes, en récupérant une partie de son électoral qui s'était abstenu au premier tour, la droite garde l'Alsace. Elle gagne la Réunion, grâce à la présence d'une liste PS contre le président sortant Paul Vergès, ainsi que la Guyane, mais la défaite n'en est pas moins cinglante pour elle. C'est un rejet massif de la politique de Sarkozy et de son gouvernement qui vient de s'exprimer, des mensonges et de la démagogie populiste de celui qui avait prétendu incarner la « France qui se lève tôt ».

Au soir du second tour, obligés de se rendre à l'évidence, les dirigeants de l'UMP ont été contraints d'admettre leur défaite, mais tous ont répété à l'envi qu'il fallait « poursuivre les réformes » et que le scrutin était régional, façon de nier la réalité, le désaveu de leur politique de casse des droits sociaux et démocratiques.

Les critiques qui fusaient déjà au sein des parlementaires de la majorité, n'ont fait que redoubler. Dominique de Villepin a fait annoncer par ses proches le lancement prochain de son propre parti. Jean-François Copé et bien d'autres reprochent à Sarkozy sa politique d'ouverture à gauche, dont les derniers épisodes, la nomination du socialiste Migaud à la tête de la Cour des comptes et de Charasse au Conseil constitutionnel, ont fait grincer des dents. Le chef de file des députés UMP, Copé, qui se verrait bien, comme Villepin, présidentiable en 2012, a répété le soir du vote que la droite devait « revenir à ses fondamentaux » pour regagner l'électorat de 2007 – en partie retourné au Front national –, avec entre autres choses une loi interdisant la burqa.

Si bien que le remaniement ministériel, tout d'abord annoncé comme simplement « technique », s'avère plus important que prévu. Martin Hirsh, une des personnalités d'ouverture, quitte le gouvernement. Georges Tron, proche de Villepin, devient secrétaire d'État à la Fonction publique. François Baroin, proche de Chirac, qui avait dénoncé une ouverture « qui crée des courants d'air à droite », devient ministre du Budget. Et surtout, Éric Woerth devient ministre du Travail à la place de Xavier Darcos, qui a fait le plus mauvais score parmi les ministres (28% en Aquitaine).

Sarkozy espère reprendre la main grâce à la réforme des retraites et Woerth lui apparaît le mieux placé pour cela. Resté à l'écart des élections régionales, il n'a pas eu à en subir la sanction et, surtout, ancien ministre du Budget, il reste l'homme de la lutte contre les déficits au nom de laquelle le pouvoir espère imposer sa réforme. Un thème sur lequel il y a de larges convergences avec le PS, Europe Écologie et même avec les directions des confédérations syndicales. Cette nouvelle provocation contre le monde du travail risque fort de se retourner contre lui.

Galia Trépère

**L**a sanction de la politique de Sarkozy et de la droite au pouvoir est confirmée, c'est une défaite et les résultats sont une fois de plus sans appel : 35% des suffrages à l'UMP contre 54% aux listes d'union de la gauche dont la victoire est plus écrasante qu'en 2004. L'abstention est, pour ce deuxième tour, toujours très forte mais on a assisté à une légère remobilisation de l'électorat (48,78% d'abstention contre 53,67% le 14 mars). La défaite n'en est que plus catégorique. C'est encore une fois un refus net et précis de la politique de casse sociale de Sarkozy et de Fillon. Mais plus que jamais, c'est le président de la République qui est désavoué, même si ses ministres et autres porte-parole de l'UMP expliquent sans rire que « l'électorat n'avait pas dit non aux réformes menées depuis 2007 ». Pour donner le change, en plus de la prétendue pause annoncée dans les

réformes (d'ici 2011), le pouvoir vient d'annoncer un remaniement ministériel assez léger. Xavier Darcos en fait les frais, perdant ainsi le ministère du Travail. Il faut bien sanctionner quelques ministres qui ont failli. L'ensemble des listes de gauche améliore le score de la semaine dernière. Des résultats que l'on n'avait pas vus depuis le début des années 1980. Les listes d'union de la gauche et le PS en particulier récoltent les fruits du « tout sauf Sarkozy », mais il semble que ces listes soient apparues (malgré la politique social-libérale dans les régions), pour une partie de l'électorat, comme crédibles et capables de s'opposer à la droite. Pour autant, on ne peut affirmer que ce succès électoral signifie, majoritairement, une approbation de la politique menée par le PS et ses alliés. L'abstention reste élevée par rapport à 2004 et demeure une des données importantes de cette élection, pour l'ensemble des partis politiques.

Autre élément intéressant à relever, les résultats lorsqu'on se retrouve en présence de triangulaires. Dans le Limousin, on peut se satisfaire de l'élection de deux camarades du NPA élus sur la liste NPA-Front de gauche qui s'était maintenue face au PS. Le score réalisé par cette liste révèle qu'en présence d'un troisième choix à gauche, indépendant des socialistes, à côté du traditionnel tête à tête PS-UMP, il y a une amélioration par rapport au premier tour : de 13,13% le 14 mars, la liste passe à 19,1% (gagnant ainsi 20000 voix). On constate la même situation en Bretagne, où la liste Europe Écologie s'était maintenue là encore face au PS. Une autre donnée essentielle de ces élections, par ailleurs pas vraiment surprenante au vu du contexte dans lequel elles se sont déroulées, est la réaffirmation du FN dans le paysage politique. La politique sécuritaire, anti-immigrés, de chasse aux sans-papiers, en un mot raciste de ce pouvoir

a servi le parti de Le Pen. Le FN, en réalisant 17% de moyenne dans les douze régions où il se maintenait, réalise un score extrêmement inquiétant. Là où se présente le clan Le Pen, les résultats progressent en pourcentage comme en voix. La défaite de la droite est de toute façon une bonne nouvelle. C'est aussi un encouragement à refuser la politique de Sarkozy, politique désavouée et sanctionnée dans les urnes et qui doit l'être maintenant dans la rue. Travailler à un troisième tour social, à des mobilisations fortes, déterminées et unitaires pour faire reculer le pouvoir, lui infliger une défaite sociale en particulier, sur le terrain des retraites, est une des tâches auxquelles s'attellera le NPA dans les prochaines semaines.

Myriam Martin

## et aussi

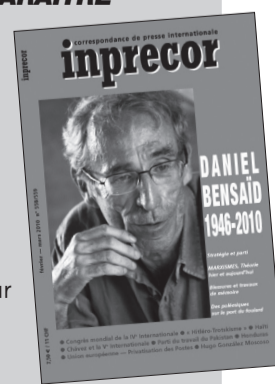
**RENAULT : UNE LUTTE NAISSANTE.** Suite à l'annonce d'une prime de 500 euros versée en avril à tout le personnel de Renault, les appréciations sont contrastées. En effet, cette prime ne règle pas la question du salaire de base qui doit être revalorisé de 300 euros net pour tous, mais cela donne confiance à ceux qui se sont engagés dans ce premier bras de fer avec la direction et qui ont pris goût à l'action collective. La colère grondait chez Renault après l'annonce d'une super prime pour les seuls super cadres. Mardi 16 mars, la direction a cédé : aux 500 euros déjà prévus, elle ajoute 500 euros pour tous. Pour la première fois depuis longtemps, la mobilisation s'est étendue à presque tous les établissements et usines Renault. La colère des travailleurs a également entraîné l'unité de la grande partie des syndicats, permettant au mouvement de s'étendre. Avec ses propositions, la direction lâche du lest et tente d'étouffer ce mouvement encore naissant, car elle voit que les salariés de Renault ont retrouvé ces dernières semaines les chemins du « Tous ensemble ».

**LISTE DE LA « GAUCHE UNIE » EN PACA : LA HONTE!** Les électeurs de la région PACA l'auront peut-être remarqué : un certain Jocelyn Zeitoun a été réélu conseiller régional sur la liste conduite par Michel Vauzelle. Un problème ? Oui, un gros problème. Jocelyn Zeitoun est l'un des responsables d'une association nommée ABSI. ABSI ? L'Association pour le bien-être des soldats israéliens (sic) œuvre pour apporter soutien moral et financier à l'armée israélienne en organisant, entre autres, des galas de bienfaisance... Bravo au Front de gauche, qui a accepté de figurer au côté de ce sinistre individu. Le PCF et le PG, qui affichent un soutien aux droits des Palestiniens, auraient été plus inspirés de lire la lettre ouverte de Pierre Stambul, membre de l'Union juive française pour la paix (UJFP), concernant la présence de Zeitoun sur la liste de Vauzelle, où il rappelle que « chaque fois que la gauche a trahi ses idéaux, elle a déçu pour longtemps et elle l'a payé très cher ».

## INPRECOR N° 558/559 VIENT DE PARAÎTRE

Disponible à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Daumesnil) au prix de 7,50 euros et par abonnement. Réduction spéciale aux abonnés de *Tout est à nous!* : 45 euros pour un an au lieu de 55 euros. Chèques à l'ordre de PECEI, à faire parvenir à PECEI-Inprecor, 27 rue Taine, 75012 Paris, France.

**AU SOMMAIRE :** un compte rendu du sixième congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, un dossier sur le débat autour de la V<sup>e</sup> Internationale, une présentation de l'expérience de construction du Parti du travail du Pakistan et plusieurs textes inédits ou peu connus de Daniel Bensaïd.







## IVG NON À LA FERMETURE DES CENTRES

La mobilisation contre les atteintes au droit à l'IVG doit se poursuivre.

**À L'APPEL** de huit associations et syndicats, nous nous sommes rassemblés, le 18 mars, devant le siège de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) pour refuser la fermeture des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) et le saccage de l'hôpital public mis en place par la loi Bachelot. Cette loi organise le démantèlement des hôpitaux et services de proximité, considérés comme non rentables, pour créer des regroupements d'établissements hospitaliers réduisant ainsi le personnel et l'offre de soins.

Depuis mai 2009, les CIVG des hôpitaux Broussais (14<sup>e</sup>), Jean-Rostand (Ivry 94) et Tenon (20<sup>e</sup>) ont fermé. Les femmes proches de Tenon sont désormais orientées pour l'IVG vers l'hôpital Saint-Antoine (12<sup>e</sup>). L'AP-HP prévoit de fermer la maternité de Saint-Antoine d'ici 2011. À cette date, les demandes d'avortement à Tenon (environ 500 par an) et à Saint-Antoine (environ 650 par an) seraient redirigées vers l'hôpital Trousseau (12<sup>e</sup>), sans aucun financement ni poste supplémentaire. D'autres centres sont menacés tels que ceux de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et Poissy Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Depuis septembre 2009, la mobilisation importante est rythmée par des réunions publiques et des manifestations, en particulier dans le 20<sup>e</sup> arrondissement pour la réouverture du CIVG de Tenon. Le directeur de l'hôpital Tenon a fait appel à deux infirmières retraitées pour assurer à temps partiel un travail de réorientation des femmes vers d'autres hôpitaux, augmentant encore les délais de prise en charge. Cette politique est un véritable recul du droit des femmes à disposer de leur corps. Le droit à l'avortement, acquis des luttes des femmes des années 1970, est remis en cause de façon pernicieuse, montrant à quel point il n'a jamais été accepté par une partie de la droite. Dans un contexte où de plus en plus de médecins refusent de pratiquer l'IVG et où ressurgit régulièrement le débat sur « l'humanité » du fœtus, il est primordial de se battre pour défendre ce droit. La loi ne suffit pas, des moyens sont nécessaires pour sa mise en œuvre. Les CIVG qui ont résisté ont gagné provisoirement leur maintien. Vendredi 12 mars, face à la mobilisation de plusieurs milliers d'hospitaliers, le directeur général de l'AP-HP a annoncé la « suspension » du plan de restructuration. Cela montre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement en continuant la mobilisation et en organisant des débats partout où nous sommes. En plus du maintien des structures de proximité dotées des moyens nécessaires en personnel et financiers, nous réclamons une formation systématique des médecins à la contraception et à l'IVG afin d'assurer le renouvellement des praticiens, ainsi que des campagnes régulières d'information sur la contraception et l'IVG. Pour discuter de tout cela, le Mouvement français pour le planning familial de Seine-Saint-Denis organise, le 13 avril, une réunion publique! Venez nombreux!

Lisbeth Sal

1. de 14 à 17 heures, Bourse du Travail de Saint-Denis.

## ÉDUCATION APRÈS LE 23, ON CONTINUE ?

Après les mobilisations des établissements d'Île-de-France, les personnels de l'Éducation ont saisi la journée du 23 mars pour relancer leur mobilisation. La lutte contre les suppressions de postes et la réforme de la formation des enseignants est à la croisée des chemins.



**A**près la réussite de la grève du 12 mars dans les collèges et les lycées, alors que les établissements découvrent l'ampleur des dégâts et se mobilisent localement pour réclamer des postes au rectorat, la mobilisation semble s'essouffler. Le 18 mars, ils n'étaient plus qu'un millier entre Odéon et la rue du Bac à l'appel de l'intersyndicale de l'académie de Créteil et de l'assemblée générale des grévistes d'Île-de-France. Une soixantaine d'entre eux se sont retrouvés à la Bourse du travail pour discuter des suites du mouvement. S'ils ne désarment pas, l'ambiance était un peu morose et les perspectives incertaines. Le collègue Gabriel-Péri d'Aubervilliers, qui a voté la grève reconductible pour la semaine du 22 au 26 mars, veut raviver le mouvement par la

« grève marchante », qui, début février, avait fait le succès de la mobilisation. Des actions « coup d'éclat » en direction de la population, comme celles du mardi 16 mars à la gare du Nord et aux Halles (Paris), et des manifestations locales, comme celle très réussie de Saint-Denis, ont été proposées. L'assemblée générale des grévistes a appelé à manifester en masse le 23 mars, journée d'action interprofessionnelle, et à venir nombreux après la manifestation discuter des suites à donner au mouvement : « Les retraites, les salaires et l'emploi sont attaqués dans tous les secteurs par la même politique de restrictions budgétaires et par le même type de réformes rétrogrades qui entendent en finir avec les services publics, les statuts, les conventions collectives et le code du travail. Nous pensons que c'est tous ensemble que nous pourrions y faire échec et

gagner sur des revendications unifiantes. Nous voulons attirer l'attention de l'ensemble des travailleurs, des citoyens de ce pays, sur la démolition systématique du service public d'éducation, qui ne sera bientôt qu'un champ de ruines, si nous ne nous donnons pas, ensemble, les moyens de stopper cette agression. »

De nombreuses actions étaient prévues le matin du 23 mars dans les villes limitrophes de Paris : AG, occupations d'écoles, défilés, manifestation départementale. Mais il faut des perspectives pour après. L'absence de relais véritable jusqu'ici dans les autres académies, la frilosité des directions syndicales au niveau national et la difficulté à étendre de « la maternelle à l'université » ont découragé de nombreux enseignants pourtant prêts à en découdre il y a encore une semaine. Car s'ils ne veulent plus perdre une journée de

salaires à défilé sous un ballon et sont prêts à se lancer dans un mouvement dans la durée, ils ne veulent pas non plus le faire « pour la gloire ». Si la majorité des grévistes s'y refuse encore, certains pensent déjà à des revendications plus locales, et recentrées sur les seules conditions d'enseignement en Seine-Saint-Denis. Cet essoufflement n'est peut-être qu'un palier, inévitable sans doute à cause de la durée du mouvement dans le département. Car la colère est bien réelle et la dynamique du 23 mars peut redonner souffle et espoir. Par ailleurs, d'autres secteurs, comme la SNCF, appellent à la reconduction dès le 24. La sanction du gouvernement aux élections régionales est aussi un facteur à prendre en compte et dont les grévistes peuvent tirer profit.

Anne Lafran

## et aussi

**Fralib : une grève exemplaire.** Depuis le 8 mars, la production est arrêtée à l'usine Fralib, du groupe Unilever, à Gémenos (Bouches-du-Rhône). Les 185 ouvriers de cette usine qui produit du thé (Éléphant et Lipton) sont en grève pour une juste répartition des profits générés par leur travail. Les grévistes et leurs syndicats CGT et CFE-CGC revendiquent 200 euros d'augmentation de salaire. La direction propose une augmentation de 0,8%... Depuis 1989, les effectifs sont passés de 286 à 185 salariés avec la fermeture d'une des deux usines (Le Havre) mais la productivité par salarié a augmenté de 50%. Dans le même temps, les salaires se sont tassés. Un salarié payé 46% au-dessus du Smic en 1989 ne l'est plus qu'à 3,5% en 2009. Si les ouvriers doivent se serrer la ceinture, les patrons continuent d'être grassement payés : en 2008, la moyenne des dix plus hauts salaires de Fralib était de 6000 euros, celle des dix plus hauts salaires d'Unilever de 37 482 euros et le salaire mensuel du PDG de 393 500 euros. En 2008, Unilever a reversé 750 millions d'euros de dividendes aux actionnaires après

leur en avoir versé 300 millions en 2007. Une augmentation de 200 euros de tous les salaires (y compris ceux des dirigeants, avec les cotisations sociales comprises) correspondrait à une augmentation de deux centimes par boîte de 25 sachets de thé. La situation vécue par les ouvriers de Fralib ressemble à celle que vivent l'ensemble des salariés : baisse des salaires, augmentation de la productivité, du stress, des maladies professionnelles, de la pauvreté et... des bénéfices au profit des dirigeants et des actionnaires.

**Le Medef tente d'aliéner l'université.** Le forum « éducation entreprise » organisé le 17 mars à l'initiative du Medef démontre bien l'évolution qui s'opère au cœur de notre société. Depuis le vote de la loi LRU de 2007, le gouvernement a décidé de réformer en profondeur le statut des universités. Cette politique basée sur un concept américain a pour objectif de créer un lien quasi fusionnel entre les entreprises et les universités. Lien censé permettre une meilleure insertion

professionnelle des étudiants. En réalité, le projet LRU permet aux entreprises françaises de disposer d'une main-d'œuvre disponible et malléable à souhait. Derrière le principe « cluster », défendu par l'économiste Philippe Aghion, qui est un regroupement d'entreprises et d'universités sur un même lieu destiné à permettre aux universités de lutter contre « la concurrence internationale », se cache une réalité beaucoup moins glorieuse. L'université française est en réel danger. En choisissant de modifier la composition du conseil d'administration en l'ouvrant aux personnalités du monde économique, le gouvernement a choisi de placer l'université au service des besoins du marché et affaiblit ainsi la démocratie universitaire. Cependant le récent succès de ce forum est à relativiser. Les fondations souhaitées par le gouvernement peinent à se développer. Il convient donc de rester vigilant pour défendre l'école que nous souhaitons tous. Une école publique basée sur l'égalité des chances et non un vivier où les entreprises piochent et sélectionnent selon leurs besoins.





# Nos emplois, pas leurs profits!

**DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES MINEURS.** Plus de 2000 mineurs du Nord Pas-de-Calais, d'Alsace et du Centre ont manifesté le 17 mars devant le ministère de la Santé. Une délégation syndicale y a été reçue pour tenter d'obtenir l'annulation du décret du 31 décembre dernier qui les prive de la gratuité des soins due au régime minier. « *Malades et fatigués* », les anciens des mines de charbon, de fer et de potasse, ainsi que leurs veuves, dénoncent la remise en cause d'un acquis social obtenu en 1992 et qui leur assurait notamment la prise en charge complète des transports médicaux et des cures. Sont aussi visées des dépenses en médicaments en dehors des 63 pharmacies minières, pour lesquelles les affiliés du régime en assurance-maladie ne bénéficieront plus systématiquement de la gratuité. Ils craignent surtout que ce ne soit qu'un début et qu'à terme ils se retrouvent alignés sur le régime général. Sur les 200 000 affiliés au régime minier, plus de la moitié souffre de maladies professionnelles, liées à l'amiante ou à la silicose.

**SUBVENTIONS ET LICENCIEMENTS.** Le groupe Arche vient d'annoncer le transfert de la conception d'outillage de SAM Technologie vers Sermi Technologie, à Annecy. Six licenciements sur le site de SAM seront la conséquence directe de cette décision. Depuis le début de la crise, Patrick Bellity, directeur de la SAM, a touché des subventions publiques lui permettant d'user et d'abuser du chômage partiel et de la pseudo formation des salariés. Ces subventions n'ont en rien empêché les licenciements des intérimaires à l'automne 2008 ni celui des six CDD aujourd'hui, mais ils ont permis au groupe de maintenir ses profits. Que proposent les élus de la communauté de communes qui ont capitulé devant Bellity? Les mêmes qui voulaient lui offrir un centre de recherche tout neuf pour « *fixer* » SAM technologie sur le Bassin. N'ont-ils pas encore compris que les capitalistes iront toujours là où ils feront le plus de profits? Ce n'est qu'en renforçant le rapport de forces en faveur des salariés que l'on peut enrayer la logique destructrice du capitalisme.

**De l'argent, il y en a!**  
Après avoir annoncé plus de 6 milliards d'euros de bénéfices prévus pour 2010 et après les 7,5 milliards en 2009, Siemens trouve que ce n'est pas suffisant. Alors pour accroître ses bénéfices et les dividendes de ses actionnaires, le groupe annonce de nouveau la suppression de 4 200 emplois dans une de ses filiales spécialisées après les 17 000 emplois déjà supprimés ces deux dernières années à travers le monde.

## MANIF DU 23 MARS POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA MOBILISATION!



**P**lusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris, plusieurs centaines de milliers (800 000 selon la CGT) dans l'ensemble du pays ont sifflé la fin de la trêve électorale. Les grèves très importantes à la SNCF, dans les hôpitaux et surtout dans l'Éducation nationale et les nombreux et importants débrayages dans le privé ont bien montré que beaucoup de salariés ne se contentaient pas de la défaite électorale de la majorité de droite. Encore une grève que Sarkozy va bien être obligé de voir! Partout les motifs de mobilisation ne manquent pas. Depuis des semaines, les salariés se battent contre les suppressions de postes, le développement de la précarité et la réduction des budgets dans les services publics, notamment dans les hôpitaux (à Paris et dans de nombreuses

autres villes), dans l'Éducation nationale (en Seine-Saint-Denis, à Paris, etc.), la casse du service public de l'emploi avec la mise en place de Pôle Emploi. Dans les entreprises du privé, les luttes contre les licenciements, les fermetures de sites (de Total et Philips à des dizaines de petites ou moyennes entreprises), la multiplication des statuts précaires et des emplois à temps partiel n'ont pas cessé depuis des mois. Les salaires et les conditions de travail provoquent régulièrement des explosions aussi bien dans les « bastions » de l'automobile (Renault, PSA) que dans des secteurs peu habitués aux luttes, tels que le commerce (Ikea, Ed, Carrefour), le transport (DHL) ou la restauration rapide. La multiplication des séquestrations de patrons ou de cadres, les grèves locales de longue durée, l'engagement souvent massif des jeunes travailleurs montrent

bien que pour beaucoup la coupe est pleine, que la régression sociale est devenue insupportable. L'appel unitaire de cinq centrales syndicales (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, Unsa) et celui, séparé, de FO cachent mal les divergences sur les questions essentielles, notamment sur les réponses à apporter face aux attaques contre nos retraites. Le tract d'appel de la CGT aux manifestations englobant les questions des salaires, de l'emploi et des retraites met d'autant plus en évidence l'absence de perspective de construction d'une mobilisation durable. C'est ce qui laisse sceptiques militants et salariés sur la volonté de la confédération d'affronter le pouvoir sur ces questions. D'ailleurs, les faibles remontées de la préparation de la mobilisation communiquées par les syndicats et les structures régionales (unions locales et départementales) illustrent bien les hésitations des équipes militantes devant la stratégie confédérale. La « grande victoire », obtenue par les confédérations, que serait le report à septembre du vote par le Parlement de la contre-réforme des retraites ne nous donne que les mois de juillet et août en plus pour mobiliser!

C'est donc dès maintenant que la mobilisation doit se construire. Tout d'abord en labourant le terrain du débat pour rendre illégitime toute nouvelle attaque contre le système de retraites et en rendant crédibles nos réponses pour assurer son financement : augmentation des salaires, éradication du chômage, augmentation des cotisations patronales. Ensuite en construisant, d'abord localement, de façon unitaire, la mobilisation qui peut prendre appui sur des entreprises, des branches, des professions, boostée par la colère, le ras-le-bol, le rejet des politiques patronales et gouvernementales. Le remplacement de Xavier Darcos, ministre précédemment chargé du dossier retraites, par Éric Woerth, responsable de la mise en place de la destructrice Révision générale des politiques publiques (RGPP) ne changera rien à la volonté du gouvernement d'imposer sa contre-réforme. Moins que jamais il y a matière à temporiser, à discuter avec ce pouvoir illégitime et discrédité aux yeux de millions de travailleurs. Mais seul le rapport de forces bâti sur les mobilisations, les manifestations et les grèves pourra le faire reculer.

**Robert Pelletier**

## SUPER U SUPER VICTOIRE

**MERCREDI** 17 mars, à Saint-Vit (Doubs), le sourire était sur toutes les figures des grévistes du dépôt Super U. Dans la main, c'était le verre de l'apéro. Avec leurs collègues des autres entrepôts de la division est de Mulhouse, Saint-Just (Ain) et Rumilly (Haute-Savoie), les travailleurs de ce site ont fait plier leurs patrons après une semaine de grève.

En effet, face aux bénéfices annoncés et aux parachutes dorés s'élevant à 1 million d'euros pour les trois cadres remerciés par la coopérative des employeurs de Système U, les salariés ont pris comme une insulte le 1% d'augmentation proposé. Ils ont alors entamé une grève illimitée sur les quatre sites à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, SUD, FO et CFCF).

La revendication a porté sur une augmentation de 150 euros par mois. À Mulhouse, la direction a fait intervenir les CRS. Mais à Saint-Vit, le piquet de grève s'est relayé 24 heures sur 24. Plus de 90% des 120 employés fixes se sont mis en grève. Paradoxe, dans un entrepôt qui travaille en deux huit, les grévistes se sont organisés en trois huit, pour bloquer toute sortie de camion. Rapidement, les rayons des magasins U de l'Est se sont vidés et les patrons ont annoncé 30% de chiffre d'affaires en moins.

Dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 mars, un marathon a finalement permis d'arracher 3% d'augmentation, soit pas loin des revendications émises. À l'augmentation de 1% obtenue, s'ajoutent une prime mensuelle d'objectifs, une augmentation de la prime d'assiduité et de la prime vacances. Quant aux journées de grève, elles seront récupérées en heures supplémentaires.

La dernière grève remonte à mars 2001. Elle avait également abouti à de substantielles augmentations salariales. Comme le dit un jeune salarié du piquet de grève : « *ça fait du bien de gagner quand tu fais grève pour la première fois. Et puis, sur le plan humain, c'est vraiment bien de te dire qu'on peut être solidaires* ».

Des salariés de la zone industrielle proche sont passés pour prendre des nouvelles. L'annonce de la victoire pourrait en inspirer quelques-uns dans la période qui s'annonce. En tous les cas, ce que montrent ces salariés, c'est qu'en se battant de manière déterminée, il est possible de gagner.

**Correspondant**



Brest, le 23 mars. La manifestation a réuni 8000 personnes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DREAN)





**Contre les nouvelles conquêtes coloniales des Européens !**

**LES 17 ET 18 MAI,**

se tiendra à Madrid la septième édition du sommet des chefs d'États de l'Union européenne (UE) et d'Amérique latine/Caraïbe (ALC), avec au menu une véritable politique de re-colonisation économique et militaire et la volonté d'entériner des traités de libre commerce avec l'Amérique centrale, la Colombie et le Pérou. Fondement des politiques européennes centrées sur la concurrence et le démantèlement de l'État par les privatisations, la *stratégie de Lisbonne* vise à gonfler les carnets de commandes des transnationales et à approfondir les politiques capitalistes au détriment de la souveraineté des peuples.

Face à cette offensive, un réseau bi-régional euro-latino-américain s'est mis en place en 2004 pour mener des campagnes communes et organiser un contre-sommet appelé « Sommet des peuples: Enlazando Alternativas ». Sa quatrième édition aura lieu du 14 au 18 mai à Madrid.

Ce Sommet des peuples est un moment fort de dénonciation et de mise en accusation des politiques de l'Union européenne qui favorise ses multinationales. Il permet de montrer à quel point les traités de libre commerce (TLC) signés par les pays d'ALC avec l'Europe n'ont rien à envier à ceux proposés par les États-Unis. Leurs conséquences sont tout aussi dramatiques: dépeçage des services publics, pillage des ressources naturelles, déplacement de communautés entières, dévastation de la biodiversité, épuisement des ressources hydriques, paupérisation de la main-d'œuvre, militarisation des territoires et criminalisation des luttes populaires et des migrants. Les multinationales européennes sont le fer de lance de cette politique.

Ce sommet alternatif vise également à mutualiser les luttes des peuples autochtones, latino-américains, caribéens et européens, et à travailler ensemble pour défendre les biens publics et renforcer la résistance et la mobilisation contre l'actuel système de domination. Enfin, en Europe comme en ALC, des expériences de luttes et d'alternatives sont menées. Le Sommet est l'occasion de les faire connaître et notre participation active nous permettra d'articuler un contenu anti-capitaliste à la formule du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle »!

(photos DR)

**NPargu**

**EN ROUTE AU SOMMET**

**DES MENACES SUR LES FORCES DE GAUCHE EN AMÉRIQUE LATINE**

Malgré des années d'amélioration du rapport de forces en faveur de la gauche radicale en Amérique latine, les derniers mois en indiquent une possible inflexion: la droite latino-américaine, historiquement liée aux projets de domination impérialiste, progresse dans le sous-continent.

Ainsi, au Honduras, appuyés par les États-Unis et la droite latino-américaine, les conservateurs ont renversé Manuel Zelaya qui avait proposé un référendum en vue de convoquer une assemblée constituante et s'était rapproché de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques. Zelaya provenait pourtant d'un des deux grands partis de l'oligarchie hondurienne.

Au Chili, Pinera, le candidat de la droite, a été élu président en l'absence d'une vraie politique de gauche menée par l'alliance de la Concertation. Cela marque l'accentuation des politiques

libérales dures imposées par la dictature de Pinochet.

En Bolivie, des pressions permanentes s'exercent sur le gouvernement d'Evo Morales, et les gouverneurs des provinces les plus riches mènent un combat sécessionniste et putschiste avec l'aide de la droite internationale.

La Colombie, bras armé des États-Unis, accueille de nouvelles bases militaires et, en plus d'exterminer son opposition politique, relaye au côté du Pérou les menaces impérialistes sur les gouvernements du Venezuela, d'Équateur, du Paraguay et de Bolivie.

En Haïti, profitant du séisme qui a ravagé le pays, l'armée américaine conforte sa présence dans la Caraïbe et la France fait de même.

**PRÉSENCE IMPÉRIALISTE DE L'UNION EUROPÉENNE EN AMÉRIQUE LATINE**

L'Union européenne est le deuxième partenaire commercial (15% du total) et investisseur dans cette région, derrière les États-Unis, et le premier bailleur d'aide au développement (60% du total reçu par la région).

La vague de privatisations initiée dans les années 1980 par les gouvernements latino-américains à peine libérés des dictatures a donné l'occasion aux multinationales européennes de se ruier sur le continent. Elles ont multiplié par quatre « leurs investissements » et se sont emparé des biens publics, de l'eau, de l'électricité, du gaz, du pétrole, des télécommunications. La coopération européenne a favorisé leur implantation et les traités de libre commerce ont mis en place une législation favorable au-dessus des lois nationales. Ces multinationales étaient parfois encore des entreprises publiques en Europe, comme France Télécom et EDF.

Aujourd'hui, l'Europe cherche à fiabiliser son approvisionnement en ressources naturelles et accentue sa pression pour leur exploitation.

Dans le secteur des services, les demandes de libéralisation par l'UE organisent en particulier la précarité des étudiants des universités publiques. Elles bloquent l'accès à des services essentiels à la population comme les médicaments génériques, les semences paysannes, l'eau potable et l'assainissement.

Par leur mépris des droits des populations et de l'environnement, les multinationales européennes, à l'instar de Bayer, Repsol, Nestlé, Union Fenosa, Banco Bilbao, Telefonica, Suez ou Veolia, ont très rapidement réussi à fédérer contre elles des mouvements populaires de masse. Elles sont défendues avec constance par les gouvernements européens de droite et sociaux-démocrates.





# iments

# VERS MADRID DES PEUPLES

## DES LIENS À TISSER, DES PROPOSITIONS CONVERGENTES À CONSTRUIRE

Les accords et traités de libre commerce sont aux antipodes des intérêts des peuples et de la survie de la planète, en Amérique latine comme en Europe. Dans ce cadre, il s'agit de forger un mouvement de défense d'intérêts communs, en démantelant les axes d'oppression impérialiste centrés sur l'imposition du système capitaliste et la répression des mouvements critiques. Un des enjeux du contre-sommet, comme son nom l'indique, est d'entrelacer les alternatives, apprendre les uns des autres et organiser des solidarités concrètes et politiques dans les luttes sur les deux continents.

L'Amérique latine a fourni ces dernières années de nombreuses raisons de se réjouir des progrès de la gauche sociale et politique. Ces succès sont souvent le fruit de décennies d'implantation comme c'est le cas du Mouvement des sans-terre du Brésil, des mouvements indigènes d'Équateur (la CONAIE), de l'AIDSESEP au Pérou, de la CAOI qui fédère des organisations des peuples originaires de six pays. Ces mouvements précurseurs ont très tôt lié les questions écologiques, la préservation du milieu naturel avec une conscience anti-libérale puis anticapitaliste. Ainsi, les indigènes de Bolivie donnèrent naissance au MAS, actuellement au pouvoir dans le pays, qui accueillera bientôt le sommet de défense de la terre et contre le réchauffement climatique à Cochabamba. Ces luttes, comme celles des mouvements de Piqueteros (chômeurs) et des entreprises récupérées et contrôlées par leurs salariés ou les luttes contre la privatisation de l'eau, donnent du grain à moudre pour nos luttes en Europe.

En plus de Cuba, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, malgré leurs limites et leur manque de définition stratégique, ont

remis au goût du jour la possibilité concrète d'ôter le pouvoir des mains des castes dirigeantes, souvent racistes et toujours soucieuses d'amplifier leur taux d'enrichissement sur le dos des peuples de ces pays. Les progrès sociaux et l'alliance tissée avec les mouvements sociaux y ont aussi permis de populariser l'idée que le changement ne peut venir que d'une stratégie politique globale et internationaliste.

En Europe, la violence des attaques des classes dirigeantes domine le paysage politique. Malgré le slogan qui parcourt les pays européens, « Ce n'est pas à nous de payer leur crise », la situation est à l'évidence plus difficile pour la gauche anticapitaliste.

Même si la droite et la social-démocratie ont jusqu'à présent contenu les protestations populaires, à l'image de ce qu'il se passe en Grèce, elles n'en ont pas moins démontré leur incapacité à enrayer la crise. En tout cas, les gouvernements sont décidés à la faire payer par ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

Face à cette situation, de nouvelles formes politiques ont vu le jour comme c'est le cas du NPA en France ou du Bloc de gauche au Portugal (pour ne citer que celles-là).

Comme en Amérique latine, il nous faudra élargir et amplifier les luttes syndicales, écologistes, anticapitalistes pour espérer faire fructifier les nouvelles formulations politiques.

À Madrid, il s'agira de s'alimenter des expériences latino-américaines et de tisser des liens avec l'ensemble des forces sociales et politiques qui partagent avec nous l'objectif du renversement du capitalisme.

## À PARIS COMME À MARSEILLE: EN ROUTE POUR MADRID!

### À PARIS

Pour préparer le Sommet des peuples, deux journées de débats sont organisées à Paris par un collectif unitaire sur les thèmes qui seront développés à Madrid, sur les alternatives à construire et le contenu à donner au socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le vendredi 9 avril de 18 heures à 21h30 et le samedi 20 avril de 10 à 18 heures, à la Bourse du travail de Paris (3, rue du Château-d'Eau, métro République).

### À MARSEILLE

Une réunion publique de préparation de Madrid aura lieu le jeudi 25 mars à 18h30, salle Ritimo, 8, rue Barbaroux. Le thème en sera : l'eau, bien commun de l'humanité. Une réunion publique est prévue au retour de Madrid, le 21 mai, avec des représentants péruviens.

### Madrid

du 14 au 18 mai

Un forum social, une assemblée des mouvements sociaux, une grande manifestation internationale le dimanche 16, un Tribunal populaire des peuples pour lutter contre l'impunité des multinationales, un meeting anticapitaliste le samedi soir sont au programme, consultable sur : [www.enlazandoalternativas.org](http://www.enlazandoalternativas.org)

Participation au Sommet, mode de transport et hébergement :

Entrée : 2 euros

Pour les départs en car, infos : [contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)  
Possibilité de camping sur place.







## LA 3<sup>e</sup> INTIFADA ÉCLATERA-T-ELLE À JÉRUSALEM ?

**LES IMAGES** de jeunes Palestiniens lançant des pierres sur les forces armées israéliennes ont fait leur retour sur les écrans de télévision. Et alors que la « communauté internationale » multiplie les « appels au calme », rien ne semble indiquer que la situation dans les territoires palestiniens occupés va s'apaiser dans les jours et les semaines qui viennent. En effet, les motivations des Palestiniens qui descendent dans les rues ne sont pas seulement, comme certains semblent vouloir le croire, conjoncturelles. Certes, les récentes annonces des autorités israéliennes (inscription de deux lieux saints de Cisjordanie au patrimoine culturel israélien, inauguration d'une synagogue au cœur de la vieille ville de Jérusalem, construction de 1600 nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem-Est...) ont joué un rôle d'étincelle. Mais les raisons de la colère sont profondes et quiconque pense que quelques « déclarations d'apaisement » et autres « gestes de bonne volonté » peuvent permettre un « retour à la normale » se trompent lourdement.

L'attention se focalise notamment autour de Jérusalem. Conquise militairement en 1967 par Israël, la partie arabe de la ville a depuis fait l'objet d'une politique de judaïsation, dont l'objectif est de contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur ce qu'Israël présente comme sa « capitale une et indivisible ». Cette politique passe par de multiples biais : colonisation systématique, refus de laisser les quartiers palestiniens se développer, retrait des cartes de résident à des milliers de Palestiniens...

Après 1967, les autorités israéliennes n'ont classé que 13% de Jérusalem-Est comme « zone constructible » pour les Palestiniens, contre 35% pour la colonisation. Les colonies ont poussé comme des champignons (près de 200 000 colons aujourd'hui) tandis que les Palestiniens recevaient les permis de construire au compte-gouttes. Au cours des dix dernières années, les Palestiniens en ont obtenu moins de 200 par an, alors qu'ils en ont besoin de dix fois plus pour absorber la croissance de la population. Ils construisent donc de manière « illégale » et s'exposent à des démolitions : 103 destructions en 2009, facturées aux familles. Aujourd'hui plus de 60 000 Palestiniens de Jérusalem vivent dans des logements considérés comme « illégaux » par Israël et sont sous la menace d'un ordre de démolition.

Les Palestiniens de Jérusalem ont un statut juridique particulier : ils sont porteurs d'une « carte de résident » qui leur permet, entre autres, de voter aux élections municipales ou de travailler en Israël. Mais l'obtention, la conservation ou le renouvellement de cette carte est un véritable parcours du combattant et nombre de Palestiniens perdent leur statut de résident chaque année : dossier incomplet (douze documents administratifs sont nécessaires dans certains cas), absence prolongée, condamnations pénales... Tous les motifs sont bons pour les déchoir de leur statut de résident. En 2008, chiffre sans précédent, 4 577 Palestiniens ont perdu ce statut et ne peuvent plus, de fait, vivre ou accéder à Jérusalem.

Les récentes annonces israéliennes ne sont donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Sinon comment comprendre que, le 6 mars dernier, plus de 3 000 manifestants aient défilé à Jérusalem contre la « judaïsation de la ville » et le « nettoyage ethnique » ? Et comment comprendre les nombreuses mobilisations, au cours des derniers mois, contre les menaces de destruction de maisons et contre les expulsions de résidents palestiniens ? Ce qui se passe à Jérusalem est à l'image de ce qui se passe dans l'ensemble des territoires occupés : d'un côté un renforcement de l'emprise israélienne ; de l'autre une remobilisation de la population palestinienne. Sommes-nous au début d'une « 3<sup>e</sup> Intifada » ? Il est trop tôt pour répondre à cette question, mais il est néanmoins évident que nombre de conditions sont réunies pour qu'une fois de plus les Palestiniens fassent ostensiblement valoir leurs droits.

Julien Salingue

## THAÏLANDE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA « GUERRE DE CLASSE »

Près de 150 000 « chemises rouges » venant des provinces du nord et de l'est ont manifesté dans les rues de Bangkok. Ils réclament l'organisation d'élections législatives anticipées et le retour à la démocratie, alors que depuis 2006, trois gouvernements élus ont été renversés par les militaires.



ela fait plus d'une semaine que les « chemises rouges », venues principalement des provinces du nord et de l'est, manifestent dans les rues de Bangkok. Près de 150 000 manifestants ont convergé pour demander la tenue d'élections législatives anticipées et le retour de la démocratie. Depuis le coup d'État de septembre 2006, le pays reste plus que jamais divisé entre les élites de Bangkok et les milieux populaires et les pauvres, principalement des paysans et des ouvriers vivant dans les provinces du nord et de l'est du pays.

Les manifestants sont regroupés dans le Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD), un mouvement large composé de supporters de l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra (chassé par un coup d'État en septembre 2006), de républicains et de militants pour la restauration de la démocratie.

Depuis le printemps 2006, trois gouvernements qui avaient été élus démocratiquement, tous liés à Thaksin, ont été renversés par les militaires ou le pouvoir judiciaire avec l'appui de la monarchie. Le gouvernement actuel, dirigé par le chef du parti démocrate Abhisit Vejjajiva a été mis en place par les militaires en favorisant un renversement d'alliance au sein du Parlement en décembre 2008.

C'est dans ce contexte politique qu'il faut comprendre la décision de justice rendue à la fin du mois de février. 46,6 des 76,6 milliards de bahts\* de Thaksin et de son ex-femme Pojama, gelés depuis le coup d'État de 2006, ont été saisis par la justice. Malgré son exil, les militaires et la monarchie n'ont pas réussi à faire disparaître Thaksin de la vie politique thaïlandaise, et ont donc cherché à détruire les bases de son pouvoir, son parti et ses financements. Ils

ont eu recours à la nouvelle Constitution pour dissoudre le Thai Rak Thai (TRT - les Thaï aiment les Thaï), le parti de Thaksin et son successeur le People's Power Party (PPP - Parti du pouvoir du peuple). Le jugement rendu fin février prive Thaksin d'une grande partie de sa richesse et ses supporters du nerf de la guerre.

C'est à la suite de ce verdict que les dirigeants de l'UDD ont décidé d'organiser les mobilisations dans Bangkok. L'objectif numérique affiché, réunir près de 1 million de manifestants, est loin d'être atteint et le gouvernement refuse de dissoudre l'Assemblée. Mais, d'ores et déjà, ce mouvement a atteint de nombreux objectifs politiques de première importance. En premier lieu, les « chemises rouges » sont définitivement entrées sur la scène politique nationale et les vieilles élites ne peuvent plus ignorer leur poids politique et leurs revendications. L'UDD a montré sa capacité de mobilisation et sa réelle popularité. Une partie de la classe moyenne de Bangkok a pris conscience du coût élevé qu'a représenté le coup d'État et soutient maintenant un mouvement cherchant à rétablir la démocratie.

Les événements actuels montrent qu'il ne s'agit plus d'une opposition entre différents secteurs de la bourgeoisie ou une opposition ville/campagne comme cela a souvent été présenté. Les divisions sont profondes et basées sur une remise en cause des privilèges des classes dominantes, autrement dit sur des



différences de classes. Reste que les classes populaires thaïlandaises sont orphelines d'un parti politique représentant réellement leurs intérêts. Ce mouvement est un premier pas qui met fin à l'exclusion des travailleurs de la sphère politique mais il leur faudra s'affranchir complètement des populistes du type Thaksin et élaborer un véritable pro-

gramme de transformation sociale pour qu'il y ait une réelle démocratisation de la société thaïlandaise.

Danielle Sabai

\* 46,6 milliards de bahts représentent un peu plus de 1 milliard d'euros.

## et aussi

**GRÈVE AU KAZAKHSTAN.** Le 4 mars, la quasi-totalité des 10 000 ouvriers d'un complexe d'extraction de gaz, à Zhanaozen, à l'ouest du Kazakhstan, ont débuté une grève pour de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Leur entreprise, anciennement nationalisée, est devenue après sa privatisation la propriété du gendre du président du pays. Un comité de grève a été élu et les grévistes ont décidé de constituer un syndicat indépendant. La livraison de gaz a été totalement arrêtée. Les travailleurs sont surexploités par des conditions de travail infernales et des cadences irréalistes. Ils sont mal payés et disposent d'équipements hors d'usage. Les problèmes de l'entreprise découlent de sa privatisation et de la corruption de ses dirigeants. Les grévistes demandent la nationalisation et le contrôle ouvrier sur le processus de production et les achats d'équipements. La grève a été déclarée illégale et la ville est cernée par des militaires. Mais les grévistes sont déterminés et ont besoin de notre soutien (mail à KMGsolidarity@gmail.com).

**ALLEMAGNE : « NOUS NE PAIERONS PAS VOTRE CRISE, LES PROFITEURS À LA CAISSE ! »** 5 000 manifestants dans les rues de Essen, à l'appel de comités de chômeurs de tout le pays, de syndicats, de groupes politiques de gauche. Alors que les médias se déchainent contre le laxisme grec, c'est peut-être le début d'une mobilisation pour ceux et celles qui refusent que les victimes de la crise soient également ceux qui réglent la facture de l'explosion des licenciements, du chômage partiel, du durcissement des conditions pour recevoir l'aide sociale, des frais d'inscription élevés exigés désormais dans les universités. L'exemple de la Grèce est dans la tête de tous, car refuser de faire payer les riches et les profiteurs revient à faire passer les plus démunis à la caisse. Parmi les mots d'ordre entendus dans la manifestation : « Retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans » (au lieu des 67 prévus).

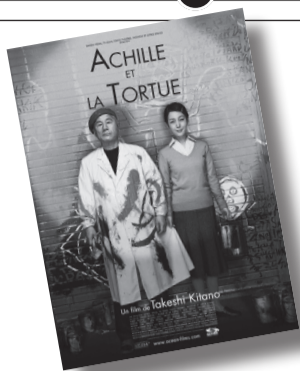




**CINÉMA**  
**BAD LIEUTENANT/Werner Herzog**

Attention ce lieutenant ne fait pas semblant d'être mauvais, bête (pas tant que ça) et méchant. Dans une Nouvelle-Orléans post-Katrina, Herzog filme la ville du côté des bas-fonds. Une ville ravagée, bien loin du Carré français et des clichés touristiques. Nicolas Cage interprète à merveille ce lieutenant-junkie qui tente, avec des méthodes à faire pâlir l'inspecteur Harry, de résoudre une affaire d'homicide. Le film s'enfonce dans une lente dépression au gré des trips de cet anti-héros où le regard de la caméra devient reptilien. Tout est « bad » dans ce film, le dénouement est surprenant, on quitte l'enquête pour errer dans les différents marasmes qui ponctuent le film de désescalade en désescalade. Ce film n'est donc ni en concurrence ni en deçà de la version initiale d'Abel Ferrara mais parfaitement complémentaire.

**Thibault Blondin**



**CINÉMA**  
**ACHILLE ET LA TORTUE/Takeshi Kitano**

Takeshi Kitano livre bien plus qu'un film autobiographique, un véritable essai sur la condition d'artiste, l'art et la création. Le personnage que Kitano incarne, se destine dès l'enfance à devenir peintre. Il ne s'écartera jamais de cette voie même s'il ne vendra jamais aucune toile. S'essayant à tous les styles, le peintre persistera jusqu'au bout dans sa volonté créatrice, sa quête obsessionnelle. Véritable Charlot asiatique, de nombreuses scènes de création sont totalement burlesques mais le film ne s'enfonce jamais dans la caricature absurde. Point de vie au-delà de l'art dans cette histoire où en dehors de la peinture, l'artiste est comme cerné par la mort. Sa pugnacité l'amène aux portes de la folie et l'inquiétude prend alors la place des rires, glissant un bel hommage, discret, à Vincent Van Gogh.

**Thibault Blondin**



**LIVRE**  
**LES NOUVEAUX MYSTÈRES D'UDOLPHO/John Dickson Carr**

John Dickson Carr, mort en 1974, est un des très grands écrivains de polars. Voici son dernier roman, jusqu'ici inédit en français. Deux hypothèses : vous connaissez le nom et l'œuvre de Carr, et les noms de Ann Radcliffe, de C.S. Lewis, de Wilkie Collins vous sont familiers, et vous savourerez avec plaisir ces aventures qui accommodent le « roman anglais classique » à une sauce fantastique et déjantée. Ou bien tout cela vous semble obscur, et il est donc grand temps pour vous de découvrir cet auteur génial – mais, s'il vous plaît, pas avec ce livre ! Cherchez *La Chambre ardente*, *Celui qui murmure*, *Le naufragé du Titanic*, et régalez-vous. Curiosité : dans *L'Affaire D* (Points 112), Fruttero et Lucentini avancent que si Dickens n'a pas achevé l'écriture de son polar, c'est qu'il a été justement assassiné par Wilkie Collins...

**Paul Louis Thirard**



**MUSIQUE**  
**« LOU BOND »/Lou Bond**

Dans la catégorie des trésors cachés, Lou Bond possède déjà une petite notoriété, notamment grâce à son titre *To The Establishment*, régulièrement compilé, par Radio Nova par exemple. Mais dégouter son album restait un travail de collectionneur, plutôt riche si possible. En effet, lorsque le jeune chanteur débarque chez Stax en 1974, la mythique maison de disque a laissé son âge d'or derrière elle et n'arrive guère plus à indiquer le tempo de la « black music », dominé alors à Memphis par Al Green et son label Hi record. Et les titres de son nouveau poulain, avec ses faux airs de chanteur mi-folk mi-hippie, ne sont pas vraiment conçus pour cartonner dans les charts. Pourtant ces quelques pièces somptueuses d'anthologies, entre soul et blues, complètement intemporelles, ont conservé toute leur puissance et leur magie. Quelque part entre Marvin Gaye et Terry Callier.

**King Martov**



**www.no-sarkozy-day.fr/**

Le No-Sarkozy day se prépare, partout en France, les groupes départementaux se coordonnent et internet prend un teint violacé... surtout sur la page officielle dédiée à l'événement.

Suivant l'avancée de la préparation de la journée, le site propose un kit d'affiches et de tracts afin que chacun puisse diffuser autour de lui les informations relatives au No Sarkozy Day.

Des vidéos disponibles en partage sont aussi en ligne. Vous pourrez aussi retrouver sur le site les contacts près de chez vous pour agir localement le 27 mars.

## BRADOUCHKA HOMMAGE À SANDOUILLE

Bradouchka est un jeune ouvrier et chansonnier, parodiste et humoriste rouennais, socialement engagé. En décembre 2009, il écrit la chanson Sandouville pour saluer le courage des ouvriers en lutte chez Renault. Le clip, réalisé avec la CGT de Renault-Sandouville, connaît un véritable succès sur le net.



(DR)

**D** où est venue l'idée de réaliser la chanson Sandouville ?

Je suis moi-même ouvrier, donc je suis directement touché par ce qui arrive quand les boîtes ferment. La situation est désastreuse dans les entreprises, ça ferme un peu partout. Il y a une vraie déshumanisation, les gens ont peur, ils sont divisés, il y a une pression énorme sur les ouvriers. On a beau se démener, il y a un vrai manque de solidarité, chacun défend son bifteck de son côté. Heureusement, il y a des gens qui relèvent la tête et qui réagissent, comme à Philips, par exemple, où la lutte est exemplaire. Pour s'en sortir, il faut vraiment qu'il y ait une union des luttes. C'est possible si on se met tous d'accord. Quand on ne fait que manifester, les médias minimisent et cela a peu d'impact. Les salariés ont peur de se faire licencier, alors ça arrive qu'on sente la moutarde monter, et pas que dans le privé. Par exemple les ouvriers l'année dernière qui avaient placé des bonbonnes de gaz sur le toit de leur usine ou ceux qui avaient séquestré leurs patrons.

sonnerie de téléphone ! C'est devenu quelque chose de populaire. Cela a dépassé le cadre de la CGT, les non-syndiqués aussi se sont accaparés la chanson.

**Ce n'est pas la première fois que tu réalises une chanson engagée.**

Oui, l'année dernière j'avais fait une chanson intitulée *Lettre d'expulsion*, en parodiant le style de Renan Luce. Il s'agissait avec cette chanson de rendre hommage à ceux qui souffrent de l'exclusion, du racisme et de toute autre forme de discrimination. La chanson raconte avec ironie les « aventures » d'un clandestin. Il ne faut pas oublier que c'est un sujet grave et que la « guerre » menée contre les sans-papiers est intolérable. J'ai aussi fait la chanson *L'effet Sarkozy* pour rendre hommage à notre bon roi-président à la sauce Bénabar. Je suis engagé, de gauche, mais je critique aussi la gauche quand il faut. J'avais fait la chanson *Martine est revenue*, parodie de *Mathilde* de Jacques Brel, qui évoque la victoire frauduleuse de Martine Aubry aux élec-

tions internes du parti socialiste en novembre 2008.

Au niveau musical, je suis un grand fan de Renaud, sauf ses derniers disques qui laissent vraiment à désirer. Autrement, je m'inspire beaucoup de Gainsbourg, et j'aime beaucoup le style des Cowboys fringants, des Québécois. On manque de groupes engagés qui reprennent les thèmes sociaux, il y a bien le rap mais ça n'est pas très populaire. On a aussi les artistes autrefois engagés qui aujourd'hui sont devenus des vieux cons qui défendent la loi Hadopi et se battent contre le téléchargement.

**Tu es un artiste engagé aux côtés des salariés qui luttent, comment envisages-tu le combat plus général contre le gouvernement, contre le système capitaliste ?**

Je ne suis pas un représentant syndical ou politique, je n'en ai pas les talents nécessaires. Avec mes chansons, je fais plus de la lutte culturelle que politique. Je veux saluer le courage des ouvriers qui luttent et ne se laissent pas démonter par les licenciements, les suicides au travail, les délocalisations, par le grand tsunami mondial, que certains appellent la crise, d'autres le capitalisme, peu importe... Avec les partis politiques, si je devais voter aujourd'hui, je serais bien embêté. Le NPA propose de lutter contre le capitalisme, ce sont des idées justes mais c'est

un peu utopiste, tu le vois quand tu es confronté à la réalité au jour le jour au boulot. Sortir du capitalisme, si aujourd'hui ça veut dire vivre en autarcie, ça ne sert pas à grand chose, ça n'a pas de sens. Pourtant, le capitalisme aujourd'hui c'est les boîtes qui licencient, le chômage, le conditionnement, la déshumanisation, etc.

**Propos recueillis par Romain Bleibtreu**

Retrouvez Bradouchka sur [www.bradouchka.com](http://www.bradouchka.com)



- FANLOU2 -





## SAMEDI 27 MARS NO SARKOZY DAY

Samedi 27 mars, à l'exemple de ce qui s'est passé en décembre pour Berlusconi, un « No Sarkozy Day » est organisé en France avec manifestation, artistes de rue et concert gratuit.

### MYTHOLOGIE DES SÉRIES TÉLÉ JEAN-PIERRE ESQUENAZI

LE CAVALIER BLEU  
96 PAGES  
14,60 EUROS



l'essai

**JEAN-PIERRE** Esquenazi, chercheur en sciences de la communication, nous invite opportunément à réévaluer les séries télévisées, et en particulier les séries américaines (de *Star Trek* et *Columbo* aux plus récentes *Ally McBeal*, *Urgences*, *Les Sopranos*, *Sex and the City*, *Desperate Housewives*...). Il interroge leur double caractéristique de « produits commerciaux » et d'« objets culturels ». Ce qui préserve des marges d'autonomie créatrice et critique. En prendre la mesure suppose de rompre avec un certain mépris élitiste : « *Ainsi n'avons-nous jamais su nous défaire d'une conception aristocratique de la culture et sommes restés prisonniers d'une peur instinctive vis-à-vis du peuple, non en tant qu'acteur politique, mais en tant qu'acteur culturel* ». Il s'adosse à une enquête auprès d'amateurs de séries, repérant de véritables « petites communautés de téléspectateurs », susceptibles de s'élargir à des cercles plus grands de sociabilité autour de telle ou telle série ; l'intime se nouant à des embryons de collectif. Cette approche nous incite à complexifier notre critique des médias : 1) en identifiant des zones de contradictions et de jeu au sein des « industries culturelles » capitalistes reconduisant largement, par ailleurs, les stéréotypes dominants, et surtout 2) en récusant la vision misérabiliste d'une masse de téléspectateurs supposés totalement « aliénés », et donc en intégrant davantage leurs capacités critiques et leur activité imaginaire, points d'appui potentiels d'une politisation anticapitaliste. Tordant quelque peu le bâton dans l'autre sens, Esquenazi tend toutefois à sous-évaluer les contraintes socio-économiques et idéologiques sur la production des séries.

Philippe Corcuff

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

Le 5 décembre 2009, plus de 350 000 Italiens demandaient dans les rues de Rome la démission de Silvio Berlusconi au cours d'un « No Berlusconi day ». Le « No Sarkozy day » a vu le jour en France suite à cette belle démonstration de nos voisins. En effet, peu de temps avant le « No Berlusconi Day », des utilisateurs de Facebook tentaient déjà de se regrouper dans l'idée de demander la démission de Sarkozy. Au lendemain de la manifestation italienne, l'idée a grandi et le groupe sur Facebook a changé de nom pour se transformer en « No Sarkozy day ! 27 mars 2010 objectif 1 million », l'idée n'étant plus de réclamer sa démission – assez irréaliste – mais plutôt d'envoyer un signal très clair disant non à la politique menée. Ce n'est pas l'homme qui est visé, mais le responsable politique, plus exactement la politique dont il est responsable. La date du 27 mars enfin fixée, il était temps de s'organiser concrètement. Afin de centraliser toutes les initiatives, le site [www.no-sarkozy-day.fr](http://www.no-sarkozy-day.fr), géré par une équipe indépendante de tout syndicat ou parti politique, voit le jour. Tout le monde peu apporter sa contribution à cette journée. En allant sur le site, on peut télécharger les tracts pour les diffuser massivement afin d'associer un maximum de personnes à l'initiative. Celle-ci, ni politique ni partisane, doit fédérer tous ceux qui y adhèrent, indépendamment des structures existantes, partis ou syndicats. Un mois après la publication en ligne de l'appel pour un No Sarkozy Day, 120 blogueurs ont relayé le mouvement et plus de 8 800 personnes ont signé l'appel. 380 000 membres sont entrés dans le groupe Facebook consacré à cette journée, sans compter les groupes locaux. Aujourd'hui, on peut estimer que 1 500 personnes se sont réellement investies pour cette mobilisation, même s'il existe encore des difficultés à concrétiser les bonnes volontés issues d'Internet. Dans les jours à venir, les organisateurs s'attendent à une augmentation du trafic sur le site internet qui accueille déjà en moyenne 5 000 visites par jour et un engouement plus massif de la part de tous ces gens usés par la politique menée par le gouvernement. Autour de l'événement, des réalisations diverses voient le jour afin de faire « buzzer » : vidéos, visuels d'affiches, autocollants... Si on peut regretter la tendance à la marchandisation de l'événement,



on ne peut nier le fait que cette journée prend une certaine ampleur, du moins sur le net. Mais qu'en sera-t-il samedi ? La manifestation prend peu à peu forme. À Paris déjà, le parcours a été déposé. Tout commencera à 14 heures, place de la République. Tout le long du parcours, des artistes de rue accompagneront la manifestation, notamment avec un char musical mis en place sur un 19 tonnes. À 19 heures, des assemblées ouvertes seront organisées, place d'Italie, pour réfléchir à la suite du mouvement. Ensuite, un grand concert gratuit sera donné après 20 heures. Le No Sarkozy Day parisien se veut en effet particulièrement rassembleur et festif. Mais partout en France, un même enthousiasme est palpable. Le mouvement, autogéré, pourra ainsi prendre la forme d'un festival, d'un mur d'expression, d'un rendez-vous de prises de parole selon les villes... Bref, tout ce qui s'annonce sera riche et diversifié. Mais justement, dans cette effervescence antisarko, que peut-on espérer de cette journée ? On reproche déjà ici ou là, l'absence de perspective du No Sarkozy Day. Pourtant les organisateurs ne perçoivent cette journée que comme un point de départ,

une étincelle pour la suite. Le rassemblement, qu'ils espèrent massif, sera l'occasion de se regrouper, au-delà des divergences politiques, toutes et tous. Une association, L'onde violette, a été créée afin de donner un cadre juridique à l'organisation et pour permettre un après 27 mars. Par le biais d'assemblées générales populaires, de cahiers de doléances, l'objectif est de redonner le pouvoir au peuple en touchant tous les milieux. Le 27 mars, le No Sarkozy day, offre à la rue une possibilité de se faire entendre, puisqu'il est de notre devoir de nous rassembler pour dire non à ceux qui prétendent nous gouverner. « *Les perspectives, comme l'explique Benjamin Ball, l'un des organisateurs du mouvement, c'est tous ceux qui seront dans la rue qui les poseront* ». Faisons-nous confiance, et faisons de cette journée une vague de poings levés, en participant au No Sarkozy Day ou à la manifestation en soutien à la Palestine ou encore à celle – « Ni pauvres, ni soumis » – qui proteste contre la dégradation des conditions de vie des personnes handicapées.

Coralie Wawrzyniak

## boîte à lettres

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**BILAN. N.B. (ESSONNE) :** Un aspect du résultat du premier tour est absent des analyses proposées par le NPA. Bien que le score du NPA ait été faible (encore, faudrait-il définir le mot), le premier tour exprime un pas dans un processus de polarisation politique sur fond de crise sociale et économique. – L'abstention est importante parce que : 1) ces élections ne changeront rien, les régions ne sont pas des boucliers contre la politique du gouvernement ; 2) pas d'alternative politique convaincante à une échelle conséquente (de masse) ; 3) on ne croit plus à la politique institutionnelle. – La droite est au gouvernement et gère la crise selon les besoins du patronat et a été sanctionnée. – Ceux qui se présentent comme le « centre » (Modem) ont été laminés. – Les voix sont allées à droite vers le FN et à gauche vers le PS et les Verts, et un peu vers le FG. La campagne du PS avait (pour le PS) une tonalité de gauche. – La polarisation politique n'est pas assez forte pour que le NPA en bénéficie pour l'instant, mais elle est néanmoins présente. Cela veut dire deux choses : des attentes plus

fortes vis-à-vis du PS (...). Une tension politique croissante où la colère, si elle se manifeste, pourrait bénéficier aussi bien à la gauche (FG, NPA) ou au FN. (...) Donc, opportunités et dangers. Il ne faut évidemment pas exagérer le phénomène et le lien entre PS et polarisation politique, mais plus la crise dure, plus ce phénomène va se développer. Le danger vient de l'extrême droite qui va essayer de récupérer la colère en la détournant vers le racisme, l'opportunité est de pouvoir mettre à l'épreuve les idées du PS et d'Europe Écologie et montrer dans la pratique et dans les débats que seul l'anticapitalisme est suffisamment conséquent pour dessiner une alternative politique face à la crise. Il y a une course engagée qu'il faut gagner.

**RÉGIONALES. B.D (NORD) :** Des lendemains qui ne chanteront pas. La victoire de la gauche, due par endroit à la poussée d'un FN qui a retrouvé ses ouailles éphémèrement leurrés par l'abus de confiance électoral du sarkozisme en 2007, ne devrait rien changer à la vie de

nos concitoyens. La réélection des présidents sortants leur donne qu'ils pour leur précédente mandature et le gouvernement, par la voix de son chef (...), a admis la défaite, compris le message des électeurs... mais continuera néanmoins le travail commencé ! Des élections qui n'auront servi qu'à y voir un peu mieux dans le jeu des uns et des autres, notamment à gauche, où l'élaboration d'une espèce de programme commun pour 2012 est amorcée sous l'égide d'un PS prétentieux qui aimerait bien vassaliser EÉ, PG et PC (...). Finalement, le seul message éloquent aura été celui des 49% d'abstentionnistes (...). Le NPA doit s'adresser à ceux-là qui ne demandent qu'à croire au combat de la solidarité sociale. Dommage que cela n'ait pas été décidé dès le début de la campagne en présentant un mouvement national unitaire plutôt que d'autoriser une dispersion de courants (...) qui est sans aucun doute l'une des origines du médiocre résultat du 1<sup>er</sup> tour. Il suffirait de quelques phrases, quelques assurances politiques pour ressouder les troupes et transformer des sympathisants en militants.





## LIMOUSIN L'UNITÉ EST UN COMBAT

**G**omme on le dit en Limousin, «c'est après la foire qu'on compte les bouses». C'est à partir de cet adage que nous pouvons faire un début de bilan.

Premier round : débat dans les comités du Limousin afin de poursuivre les discussions unitaires avec les composantes de la gauche du PS. Près de 70% des militant-e-s valident cette option.

Deuxième round : débat avec le PCF et le PG pour un accord programmatique, la liberté de vote des élu-e-s et une répartition équilibrée des différentes composantes, dans un contexte où 80% des militants du PCF ont voté pour des listes autonomes.

Troisième round : une campagne unitaire de terrain, qui se termine par un résultat de premier tour de 13,13%.

Quatrième round : discussion avec le PS sur la possibilité d'une fusion démocratique, en commençant préalablement par expliquer aux barons socialistes que nous étions prêts à discuter les points politiques sur lesquels nous pourrions être en accord, mais qu'en tout état de cause, la liberté de vote était incontournable. Refus de leur part de discuter, refus de la proportionnelle et d'intégrer le NPA.

Cinquième round : nous refusons cette hégémonie et cette ségrégation politique. L'ensemble de la liste décide de partir sur une triangulaire. Une campagne rapide où l'ensemble des militant-e-s du PCF, NPA, PG, et des Alternatifs font bloc. Un meeting organisé en 48 heures avec près de 2000 participants dans une ambiance survoltée et la présence de Jean-Luc Mélenchon, Alain Krivine, Patrice Bessac et Roland Meirieux. Le vote du deuxième tour se solde par 19,1% c'est-à-dire 20000 voix de plus qu'au premier tour. Avec deux élu-e-s, Stéphane Lajaumont et Véronique Momenteau, le NPA entre dans le conseil régional aux côtés des trois élu-e-s du PCF et de celui du PG. Pendant toute cette campagne, le NPA du Limousin a défendu le programme du NPA, ni plus ni moins, et s'est conduit comme un partenaire à la fois tenace sur ces principes et ses fondamentaux, mais également prêt au compromis, ce qui est une évidence quand on recherche l'unité. Au fur et à mesure de la campagne, une relation de confiance entre les différents partenaires s'est installée. Une double révolution culturelle pour le Parti communiste du Limousin. Accepter cette unité avec le NPA, puis accepter de rompre les

derniers liens avec le PS alors qu'ils étaient sur une liste commune dans la mandature précédente.

On ne peut pas dire que cette union a fait le bonheur de la direction du PCF. En effet, comment expliquer que «cette liberté de vote» accordée par les militants du PC du Limousin au NPA était refusée dans d'autres régions qui recherchaient le même accord. De même, la direction du NPA pouvait difficilement nous soutenir avec vigueur, n'ayant pas défendu cette même «liberté de vote» dans les discussions nationales.

Alors oui, «c'est possible» comme le dit notre slogan, oui il faut «tout changer» y compris nos a priori et certaines habitudes d'un autre âge. Et «rien lâcher» sur nos valeurs, celles qui ont été la cohérence de cette campagne comme les mots de ces nombreuses personnes nous disant relever enfin la tête, être fiers de se battre pour la gauche, de pouvoir faire enfin un véritable choix qui donne de l'espoir pour l'avenir mais également pour le présent. «Se faire honneur» comme on le dit par chez nous et c'est avec l'ensemble du NPA que nous le partageons.

**Christian Nguyen**



## Une candidate voilée dans le Vaucluse : un choix contesté

**EN** désaccord avec la décision des militant-e-s du Vaucluse concernant la candidature d'Illham, nous jugeons pour le moins problématique l'absence de débat collectif à propos d'un choix qui a une portée nationale et que tout le NPA est sommé d'assumer, comme si la discussion était close avant même d'avoir commencé. Rappelons d'abord que le NPA s'est déclaré laïque. Cela signifie que croyant-e-s, agnostiques ou athées doivent pouvoir cohabiter dans la mesure où il y a accord entre tous et toutes sur son programme anticapitaliste, antiraciste, écologiste, internationaliste et... féministe. C'est faire le choix d'unifier l'ensemble des exploités et des opprimés des deux sexes, sur ce programme, en refusant les divisions en termes de communautés religieuses. Or choisir une militante avec un foulard musulman comme porte-parole, c'est à l'inverse survaloriser la dimension

religieuse et potentiellement s'interdire toute parole critique à l'égard des pouvoirs religieux pour éviter de «choquer» tel ou telle croyant-e. Mais la laïcité n'est pas ici seule en cause. Concernant la dimension féministe de notre programme, quelles que soient les déclarations d'Illham sur le droit des femmes à l'avortement et à la contraception, le voile qu'elle porte obscurcit le message que nous souhaitons diffuser. Les raisons qui poussent les femmes à porter un foulard peuvent être très diverses, dans une société comme la nôtre, dans laquelle la marchandisation des corps s'est substituée à l'objectif d'une libération sexuelle, où les violences contre les femmes sont toujours présentes, où le racisme d'État ou ordinaire s'exerce ouvertement. Il n'en reste pas moins que le foulard est une discrimination explicite à l'égard des femmes et qu'il véhicule une conception de la sexualité que nous ne

partageons pas. Il manifeste la volonté de soumettre les femmes à un ordre patriarcal et hétérosexiste qui prétend normaliser la sexualité des individus, en particulier celle des femmes, dans le cadre du mariage, et subordonner leurs activités aux devoirs familiaux. Considérer qu'exhiber un foulard musulman (une kippa ou une croix) relève d'un simple choix personnel ne peut tenir dès lors qu'on se situe dans le cadre de la représentation publique du NPA. Enfin, déclarer que c'est un message envoyé aux jeunes des quartiers populaires est choquant. C'est laisser penser que leur premier problème est d'ordre religieux alors qu'ils subissent de plein fouet la précarité et sont victimes de multiples discriminations. Par ailleurs, si des jeunes femmes portent un voile, elles sont nombreuses à essayer d'y échapper. Le NPA doit leur manifester sa solidarité explicite, comme il doit le faire au plan international.

L'urgence, c'est de réaffirmer ensemble avec force notre projet de société égalitaire et laïque, ce qui signifie à la fois lutter notamment pour une autre répartition des richesses, mais aussi contre tout racisme et sexisme et pour le respect de la séparation des Églises et de l'État, particulièrement mise à mal par le gouvernement Sarkozy. Affirmer ensemble ce projet implique que des militant-e-s athées ou agnostiques n'encouragent pas délibérément les croyant-e-s à maintenir tous les signes de leur appartenance religieuse pour prétendument bousculer l'ordre bourgeois et raciste. Il faut au contraire affirmer que le foulard n'est pas un vêtement comme un autre et qu'il faut en faire reculer le port.

**Josette Trat (Paris 18<sup>e</sup>, commission nationale intervention féministe), Hélène Adam (KB-Gentilly, 94), Ingrid Hayes (Paris 20<sup>e</sup>, comité exécutif), Guillaume Liégard (Paris 20<sup>e</sup>, comité exécutif).**



**SERGE SAUTREAU.** Notre camarade et ami Serge Sautreau est décédé le 18 mars des suites d'une longue et pénible maladie. Luttant depuis plusieurs années contre un mal évolutif et, nous le savions, fatal, il gardait cependant confiance en l'avenir, préférant au retrait ténébreux, la lumière incandescente de la lutte. Il avait souhaité rejoindre le NPA, c'était, disait-il, l'outil du combat que nous devons mener, le chaudron de la révolution sociale, le point incandescent de la visée communiste. Si la maladie l'empêcha de militer, il ne manquait pas de nous apporter la rigueur de l'analyse, l'intransigeance face à l'opportunisme, la radicalité enfin des idées. Né le 16 octobre 1943 à Mailly-la-Ville (Yonne), il fit ses premières armes de militant en écoutant son père évoquer Zéphirin Rémy Camélinat, né dans la même bourgade en 1840. Une référence pour la famille Sautreau, celui que l'on appelait «Camélinat le rouge». Plus tard, c'est au lycée Condorcet, à Paris qu'il rencontre Alain Krivine et Pierre Bonnet. C'est bientôt l'aventure de la

IV<sup>e</sup> Internationale, Serge devient trotskyste, il le restera jusqu'au bout. Serge, c'est aussi le poète, l'essayiste, le pamphlétaire dans la plus belle des traditions. En 1973, avec Jean-Christophe Bailly, Yves Buin et André Velter dans *De la déception pure, Manifeste froid*, il est l'auteur de *Éloge de l'indifférence*. Jusqu'en 2005, Serge publie plusieurs livres, dont : *Hors, Le Gay désastre, Abalochas, Alors, Le Rêve de la pêche* (qu'il serait bon de rééditer), *La Séance des 71, Le Sel de l'Eden, Après vous mon cher Goetz*, et enfin ce dernier livre *Nicoléon*, un réquisitoire en règle contre le sarkozisme et contre cette gauche salonarde, conjuguée au pluriel, qui se sustente à la mangeoire des institutions bourgeoises. C'est un camarade, un ami, un poète que nous avons perdu, il nous laisse une œuvre et le chaud souvenir de son regard scrutant l'au-delà de l'horizon.

Nous portons toute notre affection à Anaïs, sa compagne. Elle seule sait les voyages de Serge Sautreau.

**Ses camarades du comité de Nevers (Nièvre)**

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR :

**554755**

### Titulaire du compte

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

MAIL : .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE : .....

SIGNATURE : .....

.....

### Etablissement teneur du compte

BANQUE : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

### Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebd 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

.....

#### ÉTRANGER

L'hebd 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**

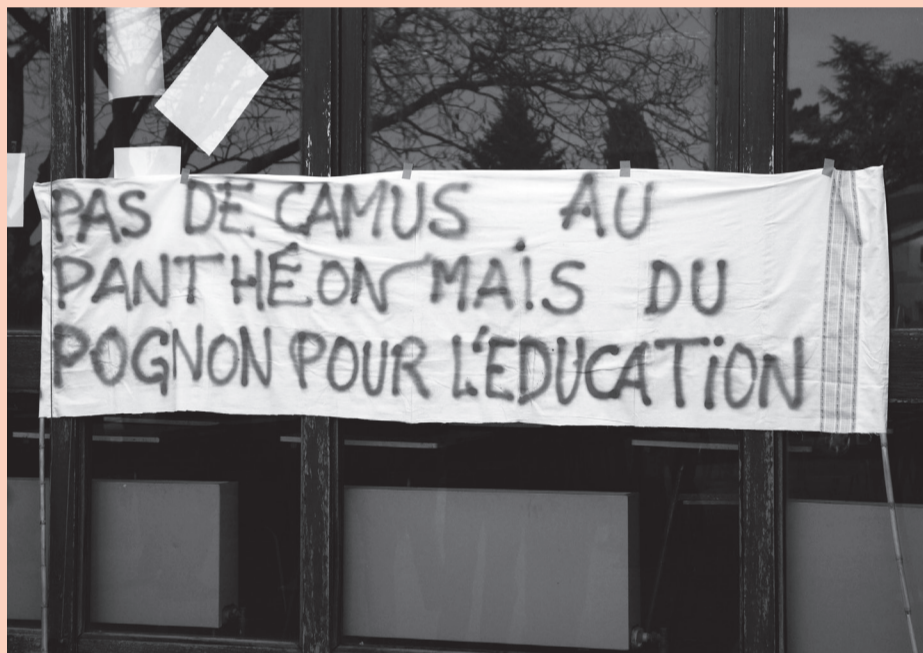




## Casse de l'éducation RÉSISTANCE À GAILLAC

Sous l'habillage d'une modernisation de l'enseignement, c'est tout le système éducatif qui est remis en cause dans le but unique de liquider le service public. Dans le Tarn, les personnels de l'enseignement primaire et secondaire public, les parents et les élèves se mobilisent contre la réforme des lycées et pour le maintien des postes d'enseignants. À Gaillac, les parents d'élèves, soutenus par de nombreux enseignants, ont démarré le blocage du collège Albert-Camus. Dès le 18 mars, le collège a été occupé par les parents d'élèves dans la nuit et le blocage a repris ce lundi 22 mars en préparation de la journée d'action du

lendemain. Le mouvement déjà amorcé dans d'autres établissements s'étend partout dans le département, les lycées Rascol, Bellevue et Lapeyrouse à Albi, le lycée professionnel de Graulhet, les collèges de Brassac et de Carmaux. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les parents d'élèves, les élèves et les enseignants se retrouvent côte à côte et coordonnent leurs actions pour défendre le service public. Ils rejoignent et confortent en cela les mouvements qui naissent dans les académies de Paris, Créteil, Marseille, ainsi qu'en Haute-Normandie.



Gaillac, le 18 mars. Le collège Albert-Camus est bloqué par les parents d'élèves. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/CLAUDE ROELENS-DEQUIDT)

### LE CHIFFRE

# 32 millions

**C'est le nombre d'Américains qui vont pouvoir bénéficier d'une assurance santé alors qu'ils en sont actuellement dépourvus faute d'argent, suite à la promulgation de la réforme Obama qui rentrera en vigueur en 2014. Bonne nouvelle pour eux, certes, mais aussi pour les assureurs privés. Obama a édulcoré son projet pour essayer, en vain, d'obtenir l'assentiment des réactionnaires conservateurs. Il n'y aura pas d'assurance publique et ce sont les assureurs privés qui vont profiter de l'arrivée de millions de nouveaux assurés. Pour faire passer la loi, Obama a dû aussi accepter qu'aucun fonds public ne finance l'IVG et que 20 millions de salariés, en particulier les sans-papiers, restent sans assurance.**

**BRITISH AIRWAYS.** Suite à l'échec des négociations sur les salaires et les conditions de travail, le personnel navigant de British Airways a démarré, samedi 20 mars, une grève de trois jours qui doit être reconduite le samedi suivant pour quatre jours. Les salariés se battent contre la suppression d'un poste sur quinze en cabine et le gel de leurs salaires pour quatre ans. Des piquets de grève sont en place à Heathrow et Gatwick. La direction fait tout pour casser la grève, introduisant en cabine du personnel « volontaire » non qualifié et passant des accords de délestage des passagers avec le concurrent Ryanair, venu à la rescousse contre les grévistes. Les cheminots risquent de partir eux aussi en grève. À l'approche des élections législatives du 6 mai, ces grèves deviennent un enjeu national. Gordon Brown ordonne aux grévistes de reprendre le travail et les conservateurs, fidèles à l'esprit de Thatcher, se déchaînent contre les syndicats.

**CRA DE VINCENNES.** Les dix sans-papiers jugés responsables de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, en juin 2008, ont été condamnés à de lourdes peines allant de huit mois à trois ans de prison fermes. Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur, lui-même obéissant aux instructions du pouvoir sarkozyste. La révolte des sans-papiers dans le centre a eu lieu après le décès d'un sans-papier tunisien dans des circonstances inconnues. Le feu s'est propagé très rapidement dans le centre et la juge a dû demander une expertise de sécurité du centre. Celle-ci sera faite mais après les condamnations! Pour le pouvoir, il fallait avant tout faire un exemple avec la lourde condamnation des sans-papiers en détresse qui se sont révoltés contre leurs conditions de détention.

**NI PAUVRES, NI SOUMIS!** Deux ans après la constitution du collectif Ni pauvre, ni soumis et la grande manifestation qui a rassemblé plus de 30000 personnes à Paris, le gouvernement de Sarkozy n'a cessé de prendre des mesures de régressions sociales envers les personnes en situation de handicap: franchises médicales, augmentation du forfait hospitalier, fiscalisation des indemnités journalières perçues par les accidentés du travail... Aujourd'hui le montant de l'Allocation des adultes handicapés (AAH) est de 692 euros par mois, en-dessous du seuil de pauvreté alors que le droit à se soigner est remis en cause. Comme toujours avec cette droite arrogante, les plus fragilisés doivent payer la note. La commission Handicap du NPA appelle tous les camarades et sympathisants à manifester le 27 mars pour résister à cette politique antisociale.

**VIDÉOSURVEILLANCE: L'INCROYABLE ERREUR.** Alors que Sarkozy et son gouvernement ne cessent de nous vanter les avantages de la vidéosurveillance, l'affaire de cette semaine vient démontrer à quel point celle-ci peut être inefficace voire dangereuse. En effet, sur simple délation, les policiers français ont transmis aux médias une vidéo supposée montrer des membres d'ETA responsables de la mort du policier français à Dammarie-lès-Lys. Un appel à témoins a même été lancé. En réalité, les hommes figurant sur cette vidéo étaient des pompiers catalans en vacances. Au-delà de cette bourde policière, de nombreuses questions restent en suspens. Il est d'abord scandaleux que la police autorise la publication d'images sans les avoir vérifiées. Cette affaire remet également en cause la notion fondamentale de droit à l'image. Enfin, l'attitude du syndicat Synergie officiers est à dénoncer. En effet, celui-ci a apporté son soutien aux enquêteurs, dénonçant un « battage médiatique flicophobe ».

**LE CENTRE DE LA HONTE.** La construction du nouveau centre de rétention (CRA) du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) est achevée. L'ouverture est prévue le 29 mars. Avec 240 places de rétention, ce centre sera le plus grand de France. Il s'ajoutera au premier CRA du Mesnil-Amelot, qui compte déjà 140 places. L'entrée en fonction de ce véritable camp marque une nouvelle étape de ce que les associations de défense des droits des migrants ont qualifié depuis 2004 d'industrialisation de la rétention. Comme l'a montré la situation de Vincennes, ce type d'univers déshumanisé favorise, encore plus qu'ailleurs, le non-droit, les violences, les auto-mutilations et les tentatives de suicide. Un tel camp ne pourra fonctionner qu'au mépris du respect des droits et de la dignité des personnes qui vont y être enfermées. Une première mobilisation est prévue le 29 mars à 13h30 devant le nouveau centre du Mesnil 2. Un cercle de silence exceptionnel se tiendra avec toutes celles et tous ceux qui se révoltent contre ce nouveau centre de rétention.

**“ NO COMMENT**  
À l'avenir, il nous faut une inscription dans le traité permettant, en dernier recours, d'exclure un pays de la zone euro.  
ANGELA MERKEL  
”

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 8000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr